

Robert SCHUMAN

Pour l'Europe

À la croisée des chemins

À une époque pendant laquelle, en l'espace d'une seule génération, des heurts d'une violence et d'une étendue sans précédent se sont produits entre les hommes, et au cours de laquelle la menace de nouveaux conflits continue à peser sur l'humanité entière comme une fatalité, en même temps que les moyens de destruction nouvellement inventés confèrent aux tueries futures le caractère non plus d'une épreuve de force rivale mais celui d'un suicide généralisé, nous avons senti que nous étions à la croisée des chemins.

Une option était à prendre, une option qui pouvait être déterminante dans le sens du meilleur ou du pire.

Le 9 mai 1950 le gouvernement français, dans sa déclaration solennelle, a choisi l'Europe. L'Europe sauvée de l'hitlérisme par l'indomptable énergie de Winston Churchill, du communisme par la clairvoyance initiative de G. Marshall, et qui s'engageait résolument dans la voie communautaire, gage de prospérité, de sécurité et de paix.

Les dures leçons de l'histoire ont appris à l'homme de la frontière que je suis, à se méfier des improvisations hâtives, des projets trop ambitieux, mais elles m'ont appris également que lorsqu'un jugement objectif mûrement réfléchi, basé sur la réalité des faits et de l'intérêt supérieur des hommes, nous conduit à des initiatives nouvelles, voire révolutionnaires, il importe – même si elle heurte les coutumes établies, les antagonismes séculaires et les routines anciennes – de nous tenir fermement et de persévérer.

L'Europe ne se fera pas en un jour ni sans heurts. Rien de durable ne s'accomplit dans la facilité. Pourtant déjà elle est en marche. À la Communauté du Charbon et de l'Acier sont venus s'ajouter le Marché Commun et l'Euratom. Mais surtout, au-delà des institutions, et répercutant à une inspiration profonde des peuples, l'idée européenne, l'esprit de solidarité communautaire, ont pris racine.

Cette idée « Europe » révélera à tous les bases communes de notre civilisation et créera peu à peu un lien semblable à celui dont naguère se sont forgées les patries. Elle sera la force contre laquelle se briseront tous les obstacles.

Pour l'Europe, Nagel, 2010 (5^e éd.), p. 15 à 17.

Contre les nationalismes

Les frontières politiques sont nées d'une évolution historique et ethnique respectable, d'un long effort d'unification nationale ; on ne saurait songer à les effacer. À d'autres époques, on les déplaçait par des conquêtes violentes ou par de mariages fructueux. Aujourd'hui, il suffira de les dévaluer. Nos frontières en Europe devront être de moins en moins une barrière dans l'échange des idées, des personnes et des biens. Le sentiment de la solidarité des nations l'emportera sur les nationalismes désormais dépassés. Ceux-ci ont eu le mérite de doter les États d'une tradition et d'une solide structure intérieure. Sur ces soubassements anciens, il faut édifier un étage nouveau. Le supranational reposera sur des assises nationales. Il n'y aura ainsi aucun reniement d'un passé glorieux, mais un épanouissement nouveau des énergies nationales, par leur mise en commun au service de la communauté supranationale.

(...) Il ne s'agit pas de fusionner des États, de créer un super État. Nos États européens sont une réalité historique ; il serait psychologiquement impossible de les faire disparaître. Leur diversité est même très heureuse, et nous ne voulons ni les niveler ni les égaliser.

Mais il faut une union, une cohésion, une coordination... Au point de vue politique, l'entente durable, organique, instituée entre les différents pays doit permettre de pacifier cette Europe divisée. Il n'y a rien de tel que la coopération et la prospérité que nous espérons atteindre pour établir l'entente entre les pays voisins.

(...) Nous ne pourrions valablement réfuter le nationalisme d'autrui en lui opposant notre propre nationalisme. La vague des nationalismes ne pourra être conjurée que par une politique constructive et collective, dans le cadre de laquelle chacun trouvera son compte, grâce à une solidarité effective des intérêts et des efforts. Nous aurons à faire la preuve, pour tout homme de bonne foi, que les intérêts ainsi combinés ne sont pas inconciliables comme le sont, par contre, les nationalismes qui se juxtaposent et s'opposent. Les intérêts sont, il est vrai, interdépendants et ne pourront trouver satisfaction que par la mise en commun de toutes les ressources.

Ibidem, p. 19 à 22.

Le sens des frontières

Il ne s'agit pas d'effacer les frontières ethniques et politiques. Elles sont une donnée de l'histoire : nous n'avons pas la prétention de corriger l'histoire, ni d'inventer une géographie rationalisée et dirigée. Ce que nous voulons, c'est enlever aux frontières leur rigidité, je dirais leur intransigeance hostile. Ces pauvres frontières ! Elles ne peuvent plus prétendre à l'inviolabilité, ni garantir notre sécurité, notre indépendance. On les piétine, on les survole, les parachutistes et les 5^e colonnes les méprisent. On ne fortifie plus la frontière, il n'y a plus de ligne Maginot, cette merveilleuse illusion derrière laquelle nous nous abritions imprudemment.

(...) Mais ne soyons pas injustes pour ces vénérables frontières ; elles ne sont pour rien dans cet état de choses. Ce n'est pas leur faute si les inventions bousculent toutes les notions de la défense militaire. Elles gardent leur raison d'être si elles savent ramener leur rôle à ce qui sera désormais leur mission en quelque sorte spiritualisée. Au lieu d'être des barrières qui séparent, elles devront devenir des lignes de contacts, où s'organisent et s'intensifient les échanges matériels et culturels ; elles délimiteront les tâches particulières de chaque pays, les responsabilités qui lui seront propres, dans cet ensemble de problèmes qui enjambent les frontières et même les Continents, qui font que tous les pays sont solidaires les uns des autres.

Ibidem, p. 28-29.

Une politique de la paix

La guerre et ses destructions, comme la victoire libératrice, ont été œuvres collectives. La paix, si nous voulons qu'elle devienne une victoire durable sur la guerre, devra s'édifier en commun, par tous les peuples, y compris ceux qui se sont combattus hier et qui risquent de s'affronter à nouveau dans des rivalités sanglantes.

Nous voilà donc, sous la contrainte de l'expérience, après tant d'échecs qu'a subis l'habileté diplomatique ou la générosité de certains hommes, tels que Aristide Briand, en face des terribles menaces que font peser sur l'humanité les progrès vertigineux d'une science orgueilleuse, nous voilà donc ramenés à la loi chrétienne d'une noble mais humble fraternité. Et par un paradoxe qui nous surprendrait, si nous n'étions pas chrétiens, inconsciemment chrétiens peut-être – nous tendons la main à nos ennemis d'hier non simplement pour pardonner, mais pour construire ensemble l'Europe de demain.

Cette politique n'est pas inspirée par un vague pacifisme sentimental. Elle n'est pas faite non plus de simples traités et de pactes qui se bornent à déclarer la guerre hors la loi, à enregistrer des engagements vite oubliés ou reniés. Ce serait là un nouveau leurre, une illu-

sion bientôt déçue. Car déjà nous entendons à nouveau certains propos arrogants que nous espérions proscrits à jamais.

Oui, il faut autre chose que des textes et des paroles, autre chose que la flétrissure du crime qu'est la guerre, autre chose que le rappel de ses horreurs et de ses misères.

Il faut enlever à la guerre sa raison d'être et supprimer jusqu'à la tentation de l'entreprendre. Il faut que personne, même le gouvernement le moins scrupuleux, n'ait intérêt à la faire. Je vais plus loin : nous voulons lui enlever le moyen de préparer une guerre, de la risquer pour son compte. Le pire des aventuriers sera mis hors d'état de préparer un mauvais coup.

Au lieu du nationalisme d'antan, d'une indépendance ombrageuse et méfiante, nous lions les intérêts, les décisions et le destin de cette nouvelle communauté d'États précédemment rivaux.

Cette politique nouvelle est à base de solidarité et de confiance progressive.

Ibidem, p. 34-35

Patriotisme et vérité de l'histoire

La désintoxication des manuels d'histoire est une des premières nécessités. Elle n'est en contradiction ni avec la liberté de pensée et d'expression des adultes, ni avec le véritable patriotisme qui doit être enseigné à la jeunesse.

Sous prétexte de servir le sentiment national et le culte d'un passé glorieux, on méconnaît souvent le devoir d'impartialité et de vérité : on croit devoir faire systématiquement l'apologie de ce qui a été perfidie, exploitation cynique de la force et de la terreur ; on impute trop souvent les torts à la nation rivale.

On devrait, au contraire, enseigner les causes profondes des antagonismes qui ont déchiré l'humanité ; l'absurdité des sacrifices que tant de guerres dynastiques et idéologiques ont imposés aux peuples qui ont fait les frais des ambitions frivoles et du fanatisme.

D'autre part, il y a lieu de faire ressortir, de mettre en valeur la réelle communauté d'idées et d'aspirations qui a toujours existé entre les nations à des degrés divers et qui a été étouffée par les passions suscitées et exploitées.

Si dans cet exposé de l'histoire, il est juste de faire une place aux aspirations et aux valeurs nationales, notamment au besoin d'unification nationale, il faudrait cesser d'y voir principalement la lutte autour des frontières politiques ou la rivalité entre les races ; car ramener le sens de l'histoire à ces deux notions, c'est aboutir au nationalisme ou au racisme.

Au-dessus de ces contingences et de ces compétitions qui, jusqu'ici, ont déterminé le cours de l'histoire, il y a les affinités et la communauté d'intérêt qu'il nous appartient de dégager dans le passé comme virtualités de l'avenir.

Ibidem, p. 39-40

Démocratie et christianisme

La démocratie doit son existence au christianisme. Elle est née le jour où l'homme a été appelé à réaliser dans sa vie temporelle la dignité de la personne humaine, dans la liberté individuelle, dans le respect des droits de chacun et par la pratique de l'amour fraternel à l'égard de tous. Jamais avant le Christ pareilles idées n'avaient été formulées. La démocratie est ainsi liée au christianisme, doctrinalement et chronologiquement. Elle a pris corps avec lui, par étapes, à travers de longs tâtonnements, parfois au prix d'erreurs et de rechutes dans la barbarie. Jacques Maritain, notre grand philosophe chrétien que nous, Français, avons eu le tort d'abandonner à une université lointaine, au lieu de mettre nous-mêmes à profit son enseignement lumineux, a marqué ce parallélisme dans le développement de l'idée chrétienne et de la démocratie.

Le christianisme a enseigné l'égalité de nature de tous les hommes, enfants d'un même Dieu, rachetés par le même Christ, sans distinction de race, de couleur, de classe et de profession. Il a fait reconnaître la dignité du travail et l'obligation pour tous de s'y soumettre. Il a reconnu la primauté des valeurs intérieures qui seules ennoblissent l'homme. La loi universelle de l'amour et de la charité a fait de tout homme notre prochain, et sur elle reposent depuis lors les relations sociales dans le monde chrétien. Tout cet enseignement et les conséquences pratiques qui en découlent ont bouleversé le monde.

Cette révolution s'est opérée sous l'inspiration progressive de l'évangile qui a façonné les générations par un travail lent, parfois accompagné de luttes pénibles. En effet, les progrès de la civilisation chrétienne n'ont été ni automatiques ni à sens unique : les réminiscences du passé et les mauvais instincts d'une nature viciée ont pesé sur cette évolution et continuent à la contrarier. Si cela est vrai pour nous qui sommes des privilégiés, qui bénéficions d'un atavisme chrétien, combien est-ce plus sensible encore chez ceux qui viennent d'avoir les premiers contacts avec le christianisme.

Ibidem, p. 45-46

L'État et la religion

La démocratie sera chrétienne ou elle ne sera pas. Une démocratie antichrétienne sera une caricature qui sombrera dans la tyrannie ou dans l'anarchie. La position du démocrate peut être définie ainsi : il lui est impossible d'accepter que l'État ignore systématiquement le

fait religieux, qu'il lui oppose un parti-pris qui frise l'hostilité ou le mépris. L'État ne saurait méconnaître sans injustice ni sans dommage pour lui-même l'extraordinaire efficacité de l'inspiration religieuse dans la pratique des vertus civiques, dans la si nécessaire sauvegarde contre les forces de la désagrégation sociale qui sont partout à l'œuvre.

Nous ne songeons pas à ravalier l'Église au rôle de policier et de gendarme ; les conceptions de l'Empire et de la Restauration sont définitivement derrière nous. Mais il s'agit de reconnaître son immense autorité morale qui est spontanément acceptée par un très grand nombre de citoyens, et la haute valeur de son enseignement qu'aucun autre système philosophique n'a pu atteindre jusqu'à présent. Sur le plan de l'influence internationale, la même constatation s'impose : solidarité des croyants de tous les pays. Le Saint-Siège, par son indépendance, par son impartialité désintéressée et par sa politique si humaine, si sensible à toutes les détresses et à tous les dangers qui menacent les peuples, quel que soit leur credo, est devenu le conseiller le plus écouté et le mieux renseigné.

Ibidem, p. 53-54

Il faut une âme à l'Europe

La mise en œuvre de ce vaste programme d'une démocratie généralisée dans le sens chrétien du mot trouve son épanouissement dans la construction de l'Europe.

Déjà la Communauté du Charbon et de l'Acier, l'Euratom et le Marché Commun, avec la libre circulation des produits, des capitaux et des hommes, sont des institutions qui modifient profondément et définitivement les relations entre les États associés ; ils deviennent en quelque sorte des secteurs, des provinces d'un même ensemble. Et cet ensemble ne pourra et ne devra pas rester une entreprise économique et technique : il lui faut une âme, la conscience de ses affinités historiques, et de ses responsabilités présentes et futures, une volonté politique au service d'un même idéal humain.

Ibidem, p. 59

(Tous les sous-titres sont de la rédaction)